



MANIFESTE À LA MEMOIRE DE MONCHO REBOIRAS

Le 12 Août 1975, à l'aube, la police franquiste tuait à coups de feu au Ferrol Xosé Ramón Reboiras Noia. Il avait 25 ans et appartenait à la Direction Nationale de l'Union du Peuple Galicien (Unión do Pobo Galego-UPG).

Sa mort a été l'expression la plus brutale de la répression sur cette organisation politique que dans ces jours subit d'innombrables arrestations, emprisonnements, tortures et l'exil de beaucoup de leurs militants.

Trois mois après Franco mourait et la dictature débouchait sur un accord entre ses héritiers et une opposition possibiliste qui sans respecter les revendications populaires mettait en place la Transition vers une démocratie conditionnée ignorant la nécessaire rupture et l'homologation avec les pays européens de notre entourage.

Une Constitution d'accommodement a été la pièce angulaire de cette opération qui s'est prolongée par un pacte tacite cachant le génocide qui a suivi le coup d'État militaire contre la République et, par la suite, les assassinats sélectifs d'hommes et de femmes qui ont défendu la liberté de leur peuple. Ça a été le cas de Moncho Reboiras.

Plus de 30 ans ont dû se passer pour que, sous un gouvernement du PSOE, on promulgait la Loi 52/2007 connue comme la "Loi de la Memoire Historique". Dans son application elle montrait la possibilité d'affronter dans la pratique ce pacte de silence et de développer un processus de réparation morale de ceux qui ont été poursuivis et massacrés au cours de la lutte pour la démocratie.

Cependant, un manque de volonté institutionnelle délibéré et les déficiences de la loi elle-même l'auraient rendue inutile si ce n'était un fort mouvement associatif en faveur de la Mémoire Historique qui a mis les bases pour son application

Dans le cadre de cette nouvelle situation, et après la demande de sa famille, le Conseil des Ministres Espagnol a reconnu que Moncho Reboiras avait subi une persécution et une violence illégitimes jusqu'à lui donner la mort à cause de sa militance politique nationaliste et son implication dans la lutte syndicale.

Tenant compte de la disposition de ladite loi qui honore ceux qui ont subi injustement la persécution et la violence pendant la guerre civile et la dictature, le Ministre de la Justice a octroyé une Déclaration de réparation et de reconnaissance personnelle de Moncho Reboiras qui de cette façon dépasse les conditions d'invisibilité qu'une démocratie lâche a imposée sur la "Galice martyre"

Il y a des personnes qui luttent toute leur vie et celles-ci sont indispensables, disait B. Brecht dans l'un de ses poèmes les plus cités dont l'écho va arriver jusqu'à Moncho Reboiras. Sa lutte permanente pour une Galice libre et populaire sur n'importe quel terrain où on le réclamait ou qu'il considérait nécessaire pour son action politique révolutionnaire – fût-elle lutte intellectuelle, culturelle, syndicale, organisationnelle, agitative ou armée – le conduisit à abandonner la tranquille vie professionnelle qu'à l'époque lui aurait fourni son diplôme d'ingénieur technique industriel en échange d'une vie dangereuse et sacrifiée dans la clandestinité.

Toujours prêt à écouter et à comprendre, à dialoguer et à argumenter, lecteur dévoué, avec une grande capacité de synthèse et d'organisation, sobre et réfléchi, Moncho transmettait la sérénité et la sécurité autour de lui sans demander rien aux autres qu'il ne fût prêt à faire lui-même. Voilà son autorité.

Avec sa réhabilitation institutionnelle, Moncho Reboiras est déjà un patrimoine de tous les Galiciens et Galiciennes de bien.

"En Galice la volonté des martyrs s'accomplira", a dit Castela, et ses mots se reflètent maintenant dans le legs de Moncho pour une Galice à soi, démocratique et populaire.

Que sa mémoire fasse grandir chaque jour ce désir en nous.